

INTERVIEW DE MONSIEUR ANICET LE PORS, SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DE LA
FONCTION PUBLIQUE ET AUX REFORMES ADMINISTRATIVES, A " EUROPE I " LE
19 JUILLET 1984 SUR LE DEBAT INTERNE DU P.C.F. APRES LES ELECTIONS
EUROPEENNES ET SON ENGAGEMENT AU GOUVERNEMENT.

Gérard CARREYROU. - Monsieur Anicet Le Pors, Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique et aux Réformes Administratives, bonsoir.

Lorsque, avec Alain Duhamel, il y a un mois environ, nous vous avons transmis l'invitation du Club de la Presse, c'était, avant toutes choses, parce que vous alliez publier un livre de réflexion intitulé "Contradictions", aux Editions sociales. Un ouvrage rédigé avec notre confrère Jean-Marie Colombani, habitué au Club de la Presse, dans lequel vous vous interrogiez sur le parti communiste, sur ce qu'il faudrait faire pour l'adapter à un monde qui change et à une société française qui se transforme.

Votre réflexion était d'une certaine manière prophétique, parce qu'elle précédait de quelques semaines la dégringolade du parti communiste aux élections européennes et le grand débat interne qui a suivi.

On en connaît les deux derniers développements : un Comité central qui commence par un rapport très ferme de M. Claude Poperen, au nom du bureau politique, non approuvé par le Comité central qui, au contraire, adopte une résolution finale ouvrant largement la discussion sur des thèmes qui vous sont chers; et puis ces "confidences" faites par votre collègue, ministre communiste, Marcel Rigoud à Rome, selon lesquelles une révolution culturelle est en cours, avec toutes sortes de notations intéressantes concernant M. Marchais, M. Fiterman, les rapports avec l'Union Soviétique, etc. M. Rigoud a démenti hier soir ces confidences faites mais comme Gilles Rabine d'Europe I et quelques autres les ont entendues, nous considérons qu'elles ont bien été faites. D'ailleurs M. Rigoud dément - je viens de l'entendre sur Radio-Centre - avoir fait des déclarations mais parle de "conversations".

Tout cela mérite de votre part des éclaircissements et j'imagine que les questions seront nombreuses. Elles sont posées ce soir par Pierre Charpy de La Lettre

de la Nation, Guy Claisse du Matin, Christine Clerc du Figaro-Magazine, Serge July de Libération, Alain Lefebvre de Magazine-Hebdo, Bernard Michal du Parisien, Pierre Sainderichin de France-Soir, Pierre-Luc Séguillon de TFI, Michel Tardieu du Nouvel Economiste, Philippe Tesson du Quotidien de Paris et Alain Duhamel d'Europe 1 qui pose la première question.

Alain DUHAMEL. - Monsieur Le Pors, ma première question sera très simple. Votre parti est en crise; pour tenter d'en sortir, pensez-vous qu'il peut se contenter d'aménagements dans ses méthodes de travail, dans ses analyses, dans sa ligne, ou pensez-vous, au contraire, qu'il lui faut des réformes profondes dans sa façon de procéder ?

M. Le PORS. - Monsieur Duhamel, Monsieur Carreyrou, quand nous nous sommes rencontrés il y a un mois pour convenir de ce débat, il y avait deux justifications, le livre - vous l'avez dit -, mais aussi un événement : le troisième anniversaire de l'activité de ce Gouvernement d'union de la gauche avec la participation de ministres communistes. En effet, une aussi longue durée n'a pas de précédent. Il y a eu le Front Populaire, qui a duré tout au plus un an, sans participation communiste; la Libération où, si nous avons eu des délégués dans le Comité français de Libération nationale à partir du 6 avril 1944, nous avons eu des ministres de novembre 1945 à mai 1947. Aujourd'hui, cela fait plus de trois ans et nous restons dans la perspective d'une participation active au Gouvernement pour réaliser les aspirations, le changement voulu par les Français.

J'ai fait ce livre parce que la durée était suffisamment longue pour pouvoir tirer un enseignement. D'où les questions : l'épreuve du pouvoir, pour quoi faire ? pour quel profit ? pour quels résultats ? Puis une interrogation sur l'avenir du parti communiste : déclin ou renaissance et, plus précisément, le parti communiste est-il marqué d'archaïsme ? est-il en contradiction avec lui-même ? En quête d'une nouvelle fonction. Tels sont les titres des chapitres.

Bien entendu, je souhaite que notre rencontre de ce soir reste au niveau de ce grand débat d'idées et qu'il soit digne des journalistes éminents que vous êtes et de moi-même.

Alain DUHAMEL. - Allez-vous maintenant répondre à ma question ?

M. Le PORS. - Vous avez parlé de crise du parti communiste français. Je veux bien m'interroger sur le parti communiste, j'ai fait un livre à ce sujet, mais le

fait dominant, le fait massif, ce qui a été au coeur du Comité central dans sa session d'il y a une semaine, c'est la crise de la société française, avec ses drames : le chômage, la perte du pouvoir d'achat, la faible croissance, ces grands problèmes de société que sont l'école, le logement, la sécurité. Voilà ce qui a été au coeur du Comité central, voilà ce qui a été au coeur des interventions. Alors je veux bien que des docteurs pleins de sollicitude pour le parti communiste souhaitent se pencher sur son chevet; mais la préoccupation des communistes, c'est avant tout : comment va la France, elle ne va pas bien, que faire pour qu'elle aille mieux ?

Alain DUHAMEL. - Comment va le parti communiste ?

Pierre CHARPY. - Les problèmes que vous venez de poser sont exactement ceux de la participation du parti communiste au Gouvernement, puisque tous les maux que vous venez de dénoncer sont le fruit de l'action gouvernementale.

Alain DUHAMEL. - C'est une autre question. Je considère que je n'ai pas du tout eu la réponse à ma question qui est : compte-tenu de la crise actuelle du parti communiste, celui-ci peut-il tenter de résoudre ses problèmes avec de simples aménagements ou a-t-il besoin de réformes profondes, de se réformer lui-même profondément ?

M. Le PORS. - Vous avez la réponse dans la résolution adoptée à l'unanimité à l'issue de ses travaux. Dans cette résolution, il y a à la fois une analyse des causes de l'échec électoral de la gauche, le 17 juin, un inventaire des grandes questions culturelles, on dit parfois des mutations, qui, seules, peuvent nous permettre de bien orienter à long terme notre politique, et l'invite faite aux communistes de réfléchir, de discuter et d'agir tout de suite. Ce qui a marqué ce Comité central, et c'est une réponse faite à votre question, ce ne sont pas le désordre et la zizanie, c'est, au contraire, l'esprit d'ouverture et d'unité du parti. Pourquoi ? Pour une raison simple que vous sous-estimez peut-être. Parce que les communistes sont des hommes et des femmes de chair et d'esprit qui ont un idéal commun : la fraternité, la volonté de transformer le monde. Les communistes sont des hommes et des femmes qui ont une communauté de projets politiques. Ils sont contre la société capitaliste. Ils sont pour un socialisme à la française, c'est à dire pour des progrès notables dans le sens de la justice sociale, de l'efficacité économique et de la démocratie politique. Les communistes sont des hommes et des femmes qui agissent pour soulager les difficultés de leurs compatriotes et d'être pleinement insérés dans la société française. L'unité est basée sur cette

communauté d'idéal, de projet et d'action. C'est pourquoi il faut pousser le plus loin possible la réflexion sur tous ces sujets, dans l'unité qui nous caractérise. C'est d'ailleurs ce à quoi invitait le bureau politique du Parti Communiste français dès le surlendemain des élections européennes et que, pour ma part, je traduirai en disant : que les têtes marchent, que les bouches s'ouvrent, que les coeurs parlent. Voilà, selon moi, les conditions de la renaissance du parti communiste français. Mais tout cela doit se faire avec esprit de responsabilité et dans l'ordre.

Gérard CARREYROU. - Pour qu'il n'y ait ni désordre ni zizannie, comme au Comité central, je vous invite à poser vos questions en bon ordre.

Serge JULY. - Est-ce un signe d'unité que le Comité central du parti communiste n'ait pas adopté le rapport présenté par le bureau politique ? Ce n'est tout de même pas un évènement qui se produit souvent.

M. Le PORS. - Ne dramatisez pas.

Serge JULY. - Je ne dramatise pas, je vous interroge. C'est un fait très important.

M. Le PORS. - Si nous avions procédé comme d'habitude, vous auriez sans doute dit que nous étions des gens répétitifs, sans imagination, enfin des communistes comme vous les concevez sans doute et peut-être comme vous les aimez, car tant qu'ils sont comme cela, ils risquent fort, en effet, de ne pas avoir l'avenir pour eux. Si vous avez bien lu la déclaration du bureau politique du surlendemain des élections européennes, il s'agissait alors pour le bureau politique de livrer ses premières réflexions, et le rapport de Claude Poperen a été, en fait, pour le Comité central, un point de départ.

Serge JULY. - C'est exceptionnel.

M. Le PORS. - Il était normal, et nous nous en réjouissons, la discussion s'étant développée sur toute une série de sujets d'une manière extrêmement ample et riche, que le Comité central, démocratiquement, en tienne compte et englobe cette réflexion commune dans une résolution qui aborde à la fois les problèmes immédiats et les problèmes structurels.

Serge JULY. - Monsieur Le PORS, il est tout de même assez exceptionnel qu'un Comité central n'adopte pas le rapport du bureau politique, d'autant que, et c'est dit par les membres du Comité central...

M. Le PORS. - Le rapport de Claude Poperen est cité deux fois dans la résolution.

Serge JULY. - Il est cité deux fois mais...

M. Le PORS. - Donc, il est pris en compte.

Serge JULY. - C'est à dire qu'il a été discuté. La résolution dit qu'il a été discuté.

M. Le PORS. - Il était fait pour cela.

Serge JULY. - Le rapport de Claude Poperen dit expressément que les causes de la défaite du parti communiste sont que les engagements de 1981 n'ont pas été tenus. Il y a, semble-t-il, d'autres membres du Comité central, d'autres dirigeants communistes, qui ne partagent pas cette analyse, qui pensent que la défaite du parti communiste tient à d'autres raisons. Quand M. Marcel Rigoud déclare dans cette conversation qu'il a eu à Rome avec les journalistes français qui accompagnaient M. Mauroy dans son déplacement au Vatican, qu'il y a une image du parti communiste qui n'est plus crédible, quand M. Daniel Carlin, ce midi, à Antenne 2, déclare que le parti communiste n'est pas crédible quand il fait un certain nombre de critiques, on peut imaginer qu'il y a l'expression de points de vue divergents de la part des dirigeants communistes et que c'est bien parce qu'il n'y avait pas possibilité d'adopter à l'unanimité le rapport de Claude Poperen qu'il n'a pas été adopté.

M. Le PORS. - Il serait inconvenant de ma part de discuter de telle ou telle déclaration, surtout quand elle a été démentie. Je n'en parlerai donc pas.

Pierre CHARPY. - C'est facile !

M. Le PORS. - Le point de départ de la discussion du Comité central a été, évidemment, le constat politique que nous avons fait après les élections européennes et je puis vous assurer, Monsieur July, qu'il n'y a pas de divergences sur ce point.

Serge JULY. - Les engagements n'ont pas été tenus.

M. Le PORS. - Je vais y venir. Ne soyez pas impatient sur le problème des engagements, vous savez à quel point nous sommes des hommes de parole et que nous tenons à ce que les engagements soient respectés.

Première constatation, qui nous est d'ailleurs commune avec quelqu'un qui n'est pas membre du parti communiste, qui est un politologue de renom, M. Jérôme Jaffré : 43 p. 100 d'abstentions, c'est, certes, la sanction d'une Europe qui ne plait pas, qui ne convainc pas; mais c'est surtout l'expression du mécontentement de l'électorat de gauche qui ne se reconnaît pas dans la politique actuelle. Ce n'est pas porter un jugement de valeur, c'est faire un constat. Lorsque Jérôme Jaffré dit dans "Le Monde", il y a deux jours, que sur le plan géographique, la relation entre l'abstention et le recul de la gauche est évident, je suis d'accord avec Jérôme Jaffré. Lorsqu'ensuite, il remarque que le message du corps électoral n'est plus celui de 1981 - feu rouge au PC, feu vert au PS - et que c'est un désaveu franc et massif qui est adressé à l'ensemble des partis de gauche, je suis d'accord avec M. Jérôme Jaffré.

Je note à cet égard que le parti socialiste perd plus que le parti communiste. Il perd 5 % des voix par rapport aux présidentielles, nous, 4,3 %; il perd 3,3 millions de suffrages, nous, 2,2 alors qu'il a - c'est aussi un constat - 268 députés, de nombreux membres à des postes de commande de l'appareil d'Etat, 35 ministres sur 42, et que le Premier ministre et le Président de la République sont issus de ses rangs.

Enfin, et c'est le troisième constat que je voudrais faire en relation avec le rôle du parti communiste et l'appréciation du Comité central, la droite, elle, n'a pas fait non plus le plein de ses voix; ce n'est pas une réussite; il lui manque 5,6 millions de voix par rapport aux élections présidentielles et aux suffrages obtenus M. Giscard d'Estaing.

Je note ce que dit M. Jaffré - c'est intéressant - surtout pour l'avenir: dans les zones urbaines, le score de M. Le PEN est inversement proportionnel à l'influence traditionnelle du parti communiste français. Voilà une remarque qui m'apparaît essentielle.

Serge JULY. - Mais qui ne répond pas aux questions que je vous ai posées.

Pierre CHARPY. - Tous les mécontentements que vous avez énumérés tout à l'heure sont le fruit de l'action du Gouvernement auquel vous participez depuis trois ans. Vous sentez-vous responsables ? Pensez-vous accepter encore plus longtemps cette responsabilité ?

M. Le PORS. - Comme membre du Gouvernement, j'assume, bien entendu, totalement la solidarité qui seule peut unir une équipe gouvernementale. Mais comme communiste, je ne peux pas non plus être indifférent aux difficultés rencontrées par les Français et les Françaises, aux souffrances de certains d'entre eux, aux difficultés de la France elle-même. En la matière, il faut avoir je pense une appréciation équilibrée, ne pas noircir ni enjoliver. Ce Gouvernement a fait plus de réformes dans un laps de temps comparable que n'en a jamais fait aucun Gouvernement précédent. Mais l'on constate que ces réformes ne sont guère sensibles aux gens, d'abord parce qu'elles mettent du temps pour s'appliquer - j'en fais l'expérience dans la Fonction Publique - et puis aussi, il faut le dire, parce qu'elles rencontrent des obstacles sérieux qu'il faut identifier. Les gens sont contre les réformes et font tout pour les empêcher d'entrer dans la vie, de passer du Journal Officiel à la société réelle.

Alors, effectivement, on est obligé aujourd'hui de faire un constat, un constat qui est dur pour notre population. Ce constat peut être fait aussi bien par la perception qu'en ont les gens dans leur vie quotidienne que par l'analyse des comptes de la nation que, par exemple, le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Jacques Delors, vient de nous proposer et qui nous indique notamment qu'en matière d'emploi, nous en sommes à 2.300.000 chômeurs - c'est énorme - que nous avons perdu 200.000 emplois en un an dans l'industrie, le bâtiment, les travaux publics, que la population active de la France a connu l'année dernière la baisse la plus forte depuis 50 ans. En matière de pouvoir d'achat, les documents officiels toujours nous indiquent qu'il y a baisse alors qu'il y avait hausse sensible l'année dernière...

Jean LEFEBVRE. - Vous en jugez-vous responsable ou pas ?

M. Le PORS. - ... du revenu des familles. Laissez-moi poursuivre jusqu'au bout, je répondrai bien entendu à la question, qui va de soi.

En ce qui concerne l'ensemble des salariés, on fait un constat assez voisin de celui que je fais dans la Fonction Publique : pour la période 1982-1983, il y a effectivement baisse de pouvoir d'achat. Cela a des conséquences. Les ménages, les familles, sont obligés de puiser dans leur épargne dont le taux n'a jamais été aussi bas qu'il est maintenant. Ils réduisent leurs investissements, les achats de logements, de biens durables et, dans le même temps, on constate que l'épargne des entreprises, des sociétés notamment, a augmenté l'année dernière de 32%. On constate également que, malgré cela, les investissements productifs des entreprises ont baissé de 4 % et que le taux d'investissement des entreprises baisse.

On retrouve là un raisonnement classique...

Alain LEFEBVRE. - C'est la faute aux patrons !

M. Le PORS. - ... dans lequel nous sommes installés depuis plusieurs années et qui veut faire croire - c'est du bon sens, mais malheureusement c'est faux, archi-faux, c'est le théorème de Schmidt - que les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. En la matière, les profits ont donc augmentés de quelque 32 %, les investissements ont baissés de 4 % et les emplois productifs ont diminués de 200.000, avec des expressions fracassantes comme les affaires Citroën, Creusot-Loire et autres.

Ce qu'il faut faire est assez clairement indiqué à partir de là. Il faut renverser ce processus nocif. Je lis avec attention ce qu'a déclaré ce week-end Jean Poperen dans son rapport. Il dit : "L'un des signaux qui nous a été adressé le 1^{er} juin, c'est que le monde du travail a besoin de savoir de quels moyens nous pourrions nous servir dans la période qui vient pour stabiliser le chômage puis amorcer une inversion de la courbe. Cette réponse est d'abord politique". C'est bien beau de parler de rénovation du parti communiste français, mais ce dont a besoin la France, c'est d'une rénovation de la politique de changement.

Pierre CHARPY. - Mais vous n'avez pas répondu à ma question : vous sentez-vous responsable, voulez-vous continuer encore longtemps à supporter cette responsabilité ?

M. Le PORS. - J'assume la responsabilité qui est la mienne à la place qui est la mienne, dans une représentation du parti communiste qui lui donne quatre ministres sur 42...

Guy CLAISSE. - Cela fait un dixième de responsabilité !

M. Le PORS. - ... alors que son partenaire a 35 ministres sur 42, 268 députés - la majorité absolue - au Parlement, le Premier Ministre, le Président de la République, et, disons, une bonne présence dans les rouages de l'Etat.

Alors, ne battons pas, s'il vous plaît, notre coulpe sur la poitrine des voisins.

Alain LEFEBVRE. - A trois millions de chômeurs vous serez encore là ?

M. LE PORS. - Rendons à César ce qui appartient à César. Le parti communiste assume sa responsabilité, sa solidarité. Le nombre de voix qu'il a perdu aux dernières élections est un indicateur de solidarité qui en vaut bien d'autres et qu'il faudrait lui reconnaître, mais à sa juste mesure. C'est tout.

Michel TARDIEU. - Il y a une bonne occasion de vous montrer solidaire ou pas solidaire, c'est le projet de budget. Le projet de budget traduit une politique que vous avez l'air de condamner à l'heure actuelle. En clair, souhaitez-vous que le parti communiste vote le budget ou pas ? Question subsidiaire : est-il possible de ne pas le voter en restant au Gouvernement ?

M. Le PORS. - L'histoire n'est pas écrite à l'avance. On n'en est qu'à la première phase de l'élaboration budgétaire. Des directives ont été données par le Premier Ministre aux différents ministres qui, actuellement, débattent avec le Ministre de l'Economie et des Finances, en attendant des arbitrages qui ne viendront que bien plus tard dans le courant de l'été.

Comment voulez-vous également que le Gouvernement, dans ce cheminement, ne tienne pas compte, ainsi que l'indique Jean POPEREN, comme nous pensons, à partir des débats de notre comité central, qu'il faut le faire, dans les semaines qui viennent, de la nécessité de poser le problème d'une rénovation de la politique de changement...

Serge JULY. - C'est-à-dire une autre politique ?

M. Le PORS. - ... qui tienne compte du message des électeurs de gauche, qui attendent une politique de gauche qui soit clairement identifiée.

Serge JULY. - C'est ce que M. Marchais appelle une autre politique.

M. Le PORS. - Que se passera-t-il ensuite, lorsque nous en viendrons au stade parlementaire et au stade de la décision ? Je suis parfaitement incapable de vous le dire car je ne lis pas dans le marc de café.

Pierre-Luc SEGUILLON. - Après le diagnostic que vous venez de faire, croyez-vous que l'actuelle majorité parlementaire - si la politique économique qui est menée actuellement est poursuivie et tout semble prouver qu'elle le sera - a quelques chances d'être encore majoritaire aux élections de 1986 ?

M. Le PORS. - L'avertissement est sérieux et en hommes politiques réalistes, tous les responsables de cette majorité de gauche devraient tenir compte de cet avertissement et se poser, comme nous le faisons nous-mêmes, les conditions nécessaires à la réussite pendant le délai qui reste à courir jusqu'aux échéances majeures de 1986 et 1988. Je ne peux vous rendre compte que de ma bonne volonté et de mon travail et je vous dis que là où je suis, avec les moyens qui sont les miens, je fais tout pour que cela réussisse, tout pour que nous inversions cette tendance. C'est absolument nécessaire, c'est attendu par les Français, nous le voulons ardemment...

Serge JULY. - Si elle n'est pas inversée, vous quittez le Gouvernement ? Vous venez de dire quelque chose de très important : il faut inverser le cours de cette politique. Si elle n'est pas inversée, oui ou non quittez-vous le Gouvernement ?

M. Le PORS. - C'est une sommation, Monsieur July, et moi, je ne réponds pas aux sommations.

Serge JULY. - Vous dites : il faut absolument inverser la tendance. Ce n'est pas de la politique, c'est du concret.

M. Le PORS. - Je crois davantage le poète qui dit : "rien n'est jamais acquis à l'homme" et j'ajoute - c'est moi qui parle sans être poète : rien non plus n'est jamais perdu. C'est parce que nous pensons qu'il y a des chances de réussite encore que nous y croyons ardemment et que nous voulons tout faire pour cela.

Serge JULY. - Mais s'il n'y a pas cette inversion ?

Guy CLAISSE. - Croyez-vous qu'on puisse réussir avec la politique économique actuelle ?

M. Le PORS. - Vous avez l'air, Monsieur July, d'exprimer d'un seul coup un désir que vous avez réfréné pendant longtemps. Moi, je crois...

Serge JULY. - C'est de l'interprétation. Je vous pose une question très précise.

M. Le PORS. - ... à l'avenir de l'union de la gauche, je crois encore, malgré les difficultés et malgré les échecs récents, à son succès.

Serge JULY. - Mais s'il n'y a pas d'inversion ?

Pierre-Luc SEGUILLON. - Revenons au Parti Communiste. Une des raisons de la désaffectation de vos électeurs vis-à-vis de votre Parti, n'est-ce pas précisément le discours que vous tenez en ce moment ? Vous dites : le Gouvernement poursuit une politique; cette politique, nous la jugeons mauvaise, il faut en faire une autre...

M. Le PORS. - Je n'ai pas dit cela.

Pierre-Luc SEGUILLON. - Vous dites qu'il faut inverser...

M. Le PORS. - J'ai pris le soin de préciser, au début, l'ampleur des réformes sans précédent en quantité et en qualité qu'il avait faites. Et tout cela, c'est un potentiel qui ne demande qu'à vivre, qu'à fleurir.

Pierre-Luc SEGUILLON. - N'y a-t-il pas un trouble pour l'électeur ?

M. Le PORS. - J'ai envie de vous dire, Monsieur Séguillon : "ô, vous, homme de peu de foi !" mais je me trompe certainement.

Pierre-Luc SEGUILLON. - N'avez-vous pas l'impression que vos électeurs finissent par perdre la foi ?

M. Le PORS. - En tout cas, je vais tout faire pour la nourrir et pour les réchauffer.

Guy CLAISSE. - Il y a plusieurs sortes de foi.

M. Le PORS. - Nos discussions sérieuses au comité central ont eu pour seul but de nous interroger sur ce que pensent les Français et sur ce qu'il veulent ainsi que sur les moyens de répondre positivement à leur aspiration.

Pierre-Luc SEGUILLON. - Il y a un an, lorsque cette politique de rigueur a été engagée, le Parti Communiste l'a déjà critiquée en disant : il faudrait faire une autre politique. Un an après, il apparaît que vous n'avez rien infléchi.

M. Le PORS. - Je suis de formation scientifique. J'ai été ingénieur, puis économiste. Je fais des modèles, j'approche la réalité de manière rationnelle et

rigoureuse. C'est pourquoi, lorsque m'étant inscrit - je ne parle pas de moi, je parle en général du Gouvernement - dans une démarche dont les résultats ne sont pas ceux qui étaient attendus, l'homme de science, l'homme raisonnable, en tire les conséquences; cela ne veut pas dire fait l'inverse, mais fait les choses différemment...

Michel TARDIEU. - C'est très patient un homme de science !

M. Le PORS. - pour que l'expérience elle-même soit intégrée dans la démarche. C'est pourquoi j'ai parlé de renouveau, du changement, sur la base d'une meilleure conscience des moyens nécessaires au changement.

Pierre SAINDERICHIN. - J'ai noté que vous avez dit que les Français sont réticents à l'application des réformes et même, d'une certaine façon, allergiques. Et vous, vous préconisez la révolution ! Ne craignez-vous pas qu'ils soient encore plus allergiques à la révolution ?

M. Le PORS. - C'est une manière un peu générale et assassine de poser le problème. Réformes ou révolution, il y a quand même des décennies que le Parti Communiste a affiné sa réflexion sur la dialectique. Il existe entre la définition de bonnes réformes que l'on met en oeuvre et la référence à une perspective révolutionnaire qui est effectivement une perspective anti-capitaliste en la circonstance et de transformation du monde vers un socialisme tel que nous le concevons... Précisément, à cet égard, le comité central en a discuté. Il a réaffirmé la validité de sa démarche stratégique, initiée dès le manifeste de Champigny fin 1968 et enrichie lors des 22^{ème}, 23^{ème} et 24^{ème} congrès. Je ne doute pas que le prochain congrès apportera un nouvel enrichissement vers un socialisme démocratique à la française, réalisé par une démarche pluraliste sur la base du rassemblement le plus large, dépassant même l'union de la gauche, mais avec, au coeur, une union de la gauche solide, cohérente, résolue, ce qui a comme conséquence, de mon point de vue, qu'il est indispensable qu'il y ait dans cette union de la gauche un Parti Communiste fort, influent suffisamment pour jouer un rôle notable dans les institutions, dans les affaires de la Nation et de l'Etat.

Pierre SAINDERICHIN. - Précisément, dans vos fonctions ministérielles, avez-vous l'impression de peser plus sur la politique que ne le ferait par exemple un secrétaire d'Etat M.R.G. ?

M. Le PORS. - J'aurais l'air prétentieux si je vous disais oui, mais je vous le dis quand même parce que je crois que c'est vrai.

Christine CLERC. - Que diriez-vous d'un chef d'entreprise qui aurait pratiquement mené son affaire à la faillite et qui, lorsqu'on l'interrogerait sur les moyens de la redresser, vous répondrait : "le redressement de mon entreprise, ce n'est pas l'essentiel; l'essentiel, c'est le redressement de l'économie française, de la situation nationale et pour cela, faites-moi confiance, je m'y entends ! D'ailleurs, j'ai une formation scientifique." C'est un peu à ce chef d'entreprise que vous me faites penser. Vous n'avez pas seulement été capable de comprendre vos électeurs, d'analyser leurs réactions, scientifiquement ou pas, et vous prétendez néanmoins gouverner la France.

M. Le PORS. - Il faut quand même s'occuper de l'entreprise France, surtout dans l'état où vous l'avez mise...

Christine CLERC. - Faites d'abord la preuve que vous êtes capable...

M. Le PORS. - Je parlais de la relation entre les profits, les investissements et l'emploi. Souvenez-vous que pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing, les profits ont été multipliés par deux, les investissements ont baissé de 4%, sauf les entreprises publiques, et que le chômage a été multiplié par 4. Et vous voudriez que nous soyons distraits, négligents devant cette situation ?

Christine CLERC. - Vous voudriez qu'on vous fasse confiance pour faire mieux alors que vous n'êtes pas capables de comprendre vos propres électeurs.

M. Le PORS. - Le Parti Communiste n'a pas d'existence en lui-même. Il n'a pas sa justification en lui-même. Il n'existe que pour servir le peuple français. C'est aussi simple que cela. C'est pourquoi les premières questions qu'il se pose sont les questions de la France, des Françaises et des Français. Ensuite, il se pose les questions des moyens, des instruments qui peuvent conduire le peuple français à un haut degré d'évolution, de liberté et de démocratie. Parmi ces moyens, il y a le Parti Communiste Français, car si je pense que le Parti Communiste Français n'existe pas en dehors de la société française, ma conviction est égale que jamais la France n'ira au socialisme de liberté, d'efficacité que nous voulons sans un parti communiste fort et influent.

Christine CLERC. - Mais élection après élection, les Français vous démontrent qu'ils n'ont pas confiance dans vos capacités.

M. Le PORS. - C'est pourquoi nous nous posons des questions sérieuses dont vous trouverez l'énumération dans notre résolution votée à l'unanimité lors de la dernière session du comité central et qui pose les problèmes structurels que vous pouvez repérer : la crise, sa nature, les moyens d'en sortir, le refus de tout modèle, l'affirmation de notre conception nationale du socialisme, les mutations scientifiques, démographiques, sociologiques, etc., les conditions de mise en oeuvre - cela nous fait problème. Nous le soulignons, ce n'est pas faux. - de notre stratégie, les problèmes des libertés, des droits de l'homme en France comme dans le monde et puis aussi la réalité de tous ces grands ensembles que l'on appelle les pays capitalistes, les pays en voie de développement, les pays socialistes et tout cela se conclut bien évidemment...

Serge JULY. - Il est facile d'être d'accord sur une table des matières.

M. Le PORS. - ... par la nécessité de s'interroger sur la Parti Communiste lui-même.

Christine CLERC. - Vous êtes capable de discuter de tout, sauf de votre Parti.

Guy CLAISSE. - Parmi les questions soulevées par la résolution du comité central, et qui ne figuraient pas dans le rapport de Claude Poperen, il y a précisément - vous venez de parler des libertés - la question de l'attitude du Parti Communiste vis-à-vis des pays d'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique en particulier. Beaucoup de gens pensent que l'une des causes de l'affaiblissement du Parti Communiste est l'ambiguïté de son discours avec des affaires comme celles de l'Afghanistan, de la Pologne, de Sakharov, des droits de l'homme dans les pays de l'Est. Ne pensez-vous pas que le Parti Communiste devrait modifier radicalement son discours sur ces points sous peine d'apparaître, ce qu'il est déjà un peu, comme un parti peu crédible sur le plan des libertés ?

M. Le PORS. - Je pense qu'il faudrait surtout que vous donniez une bonne traduction de la position du Parti Communiste et de son expression sur ce sujet. Il y aurait probablement peu ou pas de problèmes si les choses étaient dites comme elles doivent être dites. Les communistes sont attachés à la liberté. Ils en ont apporté la preuve dans leur chair il y a longtemps bien sûr; il est compréhensible que les jeunes ne s'en souviennent pas tous mais ils ont été, c'est vrai, le parti des fusillés. Il faut le rappeler. Je n'ai pas de problèmes avec la liberté.

Elle est au coeur de ma conception du socialisme. Certes, notre conception du socialisme souhaite s'inscrire dans ce que j'ai appelé les mutations, tout à l'heure, c'est à dire ce grand bouleversement qui dans tous les domaines affecte notre planète en cette fin du deuxième millénaire. Et cela doit nous conduire, c'est vrai, à revenir sur ce qui était pour nous les règles intangibles, immuables de la construction du socialisme. Vous le savez, il y avait essentiellement deux convictions...

Guy CLAISSE. - Il y avait le modèle soviétique quand même.

M. Le PORS. - ... la propriété sociale des grands moyens de production et le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés. A la lueur des enseignements, de la science et de la démocratie nécessaires pour construire le socialisme, il faut s'interroger effectivement sur ce que veut dire propriété sociale; il faut s'interroger sur ce qu'est la classe ouvrière aujourd'hui, qui est pour moi l'ensemble des inventeurs, producteurs, gestionnaires qui jouent un rôle décisif au coeur du fonctionnement de notre société. Mais c'est vrai qu'il faut aller plus loin et dès notre 23ème congrès, nous avons dit : pour aller au socialisme, il faut tenir compte de l'exigence universelle de démocratie que, pour ma part, j'explicité sous les trois formules de la justice sociale, de l'efficacité économique et de la démocratie politique.

Guy CLAISSE. - Les droits de l'homme.

M. Le PORS. - Pour aller au socialisme, il faut marquer dans ces trois domaines des avancées significatives. Telle est ma conception.

Guy CLAISSE. - Que le comité central ait jugé bon de mettre cela dans la résolution, c'est bien qu'il y a un problème tout de même. Vous dites que le Parti Communiste a été très clair là-dessus mais apparemment, ce n'est pas passé dans l'opinion publique. Pourquoi ?

M. Le PORS. - Je pose aussi la question, pourquoi ?...

Guy CLAISSE. - Peut-être que vous n'avez pas été aussi clair que cela finalement.

M. Le PORS. - ... peut-être parce que vous ne nous aidez pas beaucoup à faire passer ce message. Ce n'est peut-être pas votre rôle et peut-être ne faisons-

nous pas assez pour être compris dans ce domaine comme en d'autres. C'est vrai. Il n'en reste pas moins que je ne peux pas être plus clair que je viens de l'être. A savoir que je conteste tout ce qui nuit à la liberté des hommes, des femmes, dans tous les points du monde, qu'il s'agisse des pays socialistes, qu'il s'agisse des pays en voie de développement, qu'il s'agisse des pays capitalistes car nous ne sommes pas en-dehors du champ de l'analyse.

Il est bon de savoir qu'en cette semaine qui vient de s'écouler, à Saint-Dominque, le secrétaire général du Parti Communiste et des membres du Parti Communiste ont été arrêtés, au Chili deux dirigeants communistes arrêtés, en Turquie, on a enregistré le cinquième mort par grève de la faim et il y en a vingt-deux qui continuent la grève de la faim, en Uruguay, grève générale pour la liberté et pour la démocratie, au Guatemala...

Guy CLAISSE. - Tout le monde est d'accord avec vous là-dessus.

Christine CLERC. - Les Sakharov ont été libérés ?

M. Le PORS. - Je n'ai pas fini mon énumération. Ce soir, partent trente jeunes communistes pour le Nicaragua pour construire une école.

Guy CLAISSE. - Mais tout le monde est d'accord avec vous Monsieur Le Pors sur ce point.

M. Le PORS. - Alors, si nous sommes d'accord, je ne vois pas très bien pourquoi nous insistons si c'est l'oecuménisme autour d'une même conception de la liberté.

Guy CLAISSE. - Je constate simplement, encore une fois, que le comité central s'est inquiété de l'image du Parti Communiste en tant que défenseur des libertés. Il s'en est inquiété. Il y a bien une raison.

M. Le PORS. - Mais parce que c'est une donnée de fait et peut-être n'avons-nous pas fait assez d'efforts. Peut-être que, pour nous, les choses vont tellement de soi que nous n'éprouvons pas constamment le besoin d'en faire la démonstration. Sans aucun doute, nous avons tort et le comité central en a fait le diagnostic et nous avons bien l'intention, notamment dans le cadre de la préparation du congrès, de redresser un peu la situation.

Pierre-Luc SEGUILLON. - Lorsque Monsieur Marchais, ici même, se fait le messager du secrétaire général du Parti Communiste d'Union Soviétique pour donner des nouvelles de la santé des Sakharov, est-ce que c'est un bon moyen de démontrer vos nouveaux rapports avec l'Union Soviétique, votre indépendance vis-à-vis de l'Union Soviétique ?

M. Le PORS. - C'est à vous Monsieur Pierre-Luc Séguillon de porter jugement sur une position...

Serge JULY. - Cela a été fait. Les électeurs aussi apparemment !

M. Le PORS. - Trop d'information ne nuit pas. Vous avez l'air de vous en plaindre. Je n'ai pas de commentaires à faire sur cet événement qui appartient au passé.

Bernard MICHAL. - Le P.C. perd de plus en plus son électorat jeune. Il n'a presque plus de jeunes qui votent pour lui. Pensez-vous pouvoir rénover le parti et le faire progresser en devenant un parti de vieux ?

M. Le PORS. - C'est une question tout à fait essentielle et je ne vous cacherai pas que la principale émotion que j'ai ressentie à l'annonce des résultats le 14 juin dernier, c'est effectivement ce chiffre sur le vote des jeunes et sur le vote des ouvriers qui, dans une proportion plus faible que celle que j'attendais, avaient voté pour le Parti Communiste Français. C'est véritablement une question de fond.

A quelles conditions le Parti Communiste Français peut-il être le phare rayonnant qui attire vers lui les ouvriers - cela est naturel - les producteurs, les géographes, les jeunes, les intellectuels ? Je pense qu'il faut qu'il affirme mieux sa conception du socialisme que j'ai indiquée, avec le respect des conditions nécessaires mais aussi beaucoup de vie dans les exigences universelles et il faut que cela se traduise dans l'opinion et notamment vis-à-vis des jeunes par une expression forte de notre conviction d'hommes et de femmes révolutionnaires animés d'une démarche anti-capitaliste pour le socialisme que j'ai indiqué, que nous ne mêlions pas, sous prétexte d'économisme, la logique du profit, de l'exploitation et de la supranationalité et la logique de l'efficacité sociale, de l'intérêt général, de la citoyenneté et de l'indépendance nationale. Quand on mélange les deux, on fait un constat qui s'appelle l'économie mixte mais qui est plus une confusion qu'un éclairage, qui ne dit pas qui domine qui...

Pierre CHARPY. - Il faut le dire au Président Mitterrand !

M. Le PORS. - ... Cela vous prouve, Monsieur Charpy, que nous sommes dans un régime libéral puisque je peux tenir ce discours. Il faut donc une redéfinition de la classe des travailleurs, de l'ensemble émancipateur de notre peuple et il faut que le Parti Communiste apparaisse comme le parti de cette classe mais en même temps, autant la conviction doit être fermement affirmée, autant il faut que nous fassions preuve, dans la pratique, de beaucoup de souplesse en même temps que de compétences. Il faut, comme je l'ai dit, être bien insérés dans la société, on a dit dans la société civile. Et si à la fois notre conviction, notre orientation apparaissent clairement, que l'on sait ce que veut le Parti Communiste, sur quelle base sociale névralgique dans notre société complexe il s'appuie, et qu'en même temps les communistes apparaissent les meilleurs pour transformer le monde, alors je crois que tout sera rééquilibré, révisé et qu'un problème comme celui de la participation gouvernementale, qui aujourd'hui semble occuper tout l'espace de nos idées, de nos convictions et de notre pratique n'apparaît que comme cela est, c'est-à-dire un cas particulier, certes important, mais l'une des modalités importantes de notre insertion dans la société mais dont ne dépend pas de façon exclusive le Parti Communiste.

Alain LEFEBVRE. - Vous avez dit tout à l'heure que vous étiez d'accord avec Jérôme Jaffrey. Alors, je suppose que vous avez lu ses analyses sur le transfert des voix du P.C. à la liste de Jean-Marie Le Pen. Quel effet cela vous fait-il aujourd'hui après avoir vu vos électeurs glisser vers la droite en direction du P.S., de les voir désormais passer derrière l'hémicycle pour aller à l'extrême-droite? Est-ce que cela ne vous rappelle pas étrangement, bien que j'ai lu dans le livre que vous venez d'écrire que vous croyez au déterminisme historique et en tout cas pas au cycle historique, est-ce que cela ne vous rappelle pas une histoire un peu lointaine, celle du transfert des voix de gauche vers le fascisme ?

M. Le PORS. - J'ai l'impression que votre information n'est pas correcte, car tout ce que j'ai lu sur le sujet indique au contraire que le transfert des voix de l'électorat communiste à l'électorat de Jean-Marie Le Pen est à peine mesurable. Il est de l'ordre de 1 à 2 %. Donc, ce n'est pas significatif. J'ai indiqué au contraire tout à l'heure, en citant Jérôme Jaffré, dans le Monde hier soir, que là où en milieu urbain M. Le Pen fait le moins de voix, c'est là où traditionnellement le P.C. est fort, ce qui signifie que le P.C. est le meilleur bastion contre ces forces fascisantes regroupées derrière M. Le Pen.

Pierre SAINDERICHIN. - Pas dans la Seine-St-Denis.

M. Le PORS. - Je ne veux pas me prononcer sur les cas particuliers. Il faudrait voir dans le détail. Je vous renvoie à Jérôme Jaffré, s'il vous plaît.

Alain LEFEBVRE. - Ce n'est pas le cas quand il y a peu d'abstentions, si c'est bien le cas dans les élections européennes. Pour Dreux, pour les cantonales, dans les sondages, on lit nettement cela.

M. Le PORS. - Je ne suis pas sûr qu'il soit l'heure d'entreprendre une discussion de ce genre.

Michel TARDIEU. - Je croyais que la bête noire du P.C. était Jacques Delors mais je finis par me demander si ce n'est pas le Président de la République. Le P.C. est opposé à la suppression de la taxe professionnelle, il n'est pas très favorable à l'allégement global de 1 % des prélèvements obligatoires et vous venez de nous dire que l'économie mixte, ce n'était pas très sérieux. Dans votre esprit, y a-t-il une majorité parlementaire différente de la majorité présidentielle ?

M. Le PORS. - Sauf sur la dernière question, qui relève du débat d'idées, je peux dire que les débats sur les deux premiers points ne sont pas achevés, et vous savez très bien, Monsieur Tardieu, car vous êtes un observateur avisé de ces choses, qu'il y a entre ministres socialistes eux-mêmes des débats très vifs sur un problème comme celui de la taxe professionnelle, comme aussi sur les prélèvements obligatoires.

Le P.C. n'est pas opposé à la baisse des prélèvements obligatoires, mais il y a la bonne manière de les faire baisser et une manière, je dirai, moins bonne. Les prélèvements obligatoires sont le rapport des impôts et des cotisations sociales sur le revenu national ou le produit intérieur brut. Pour faire baisser cette fraction, on peut augmenter le produit intérieur brut, c'est-à-dire faire la croissance, et toutes choses égales par ailleurs, le taux des prélèvements obligatoires baisse, mais on peut aussi, à l'inverse, faire des transferts d'assurances sociales en direction du privé pour réduire la couverture sociale des Français, et cette dernière manière, bien entendu, ne donne pas satisfaction au P.C..

Michel TARDIEU. - Précisément, la suppression de la taxe professionnelle sera-t-elle un casus belli ?

M. Le PORS. - Je ferai la même réponse que sur le budget tout à l'heure. Rien n'est jamais acquis, rien n'est jamais perdu, nous discutons et nous essayons de

peser dans notre sens en tenant compte du panorama nouveau créé par les élections européennes.

Guy CLAISSE. - Une question un peu plus philosophique. Vous avez beaucoup insisté tout à l'heure sur la volonté ou l'ambition des communistes de transformer le monde. Ne craignez-vous pas d'imposer de ce fait davantage de contraintes, voire d'aller vers une société de type totalitaire ? Ne faudrait-il pas plutôt essayer de prendre le monde tel qu'il est et de l'améliorer dans la mesure humainement possible, et je donne à ce mot un sens politique profond.

M. Le PORS. - Pour aller vite, je pourrais répondre "oui" à votre question. Je ne suis pas contre une proposition de ce type et je ne fais pas preuve, je l'ai dit tout à l'heure, d'un volontarisme déplacé. Si j'ai mis en tête de mon raisonnement ce que j'ai appelé les mutations, c'est tout simplement parce que je souhaite que notre action, qui est révolutionnaire de ce fait, parce qu'elle s'inscrit dans ces mutations, tienne compte du fait que les performances des circuits imprimés ont été multipliées par cent en dix ans alors que leur coût a été divisé par cent, comme l'indique un document Techniques, Emploi et Croissance du sommet de Versailles.

Je tiens compte du fait qu'il y a une explosion démographique, que les rapports de l'O.C.D.E. montrent que le mode de production capitaliste régresse relativement dans l'ensemble du monde; je tiens compte de l'émancipation des femmes, des aspirations des jeunes, de l'affirmation des nationalités - il y a aujourd'hui trois fois plus de nations qu'il y en avait en 1945. Je tiens compte de tout cela pour être un révolutionnaire conséquent. C'est d'ailleurs ce que j'ai décrit longuement dans mon livre Contradictions, dont on a bien parlé au départ.

Pierre SAINDERICHIN. - Etes-vous aussi attaché que votre camarade Georges Marchais au centralisme démocratique ? Préalablement, pouvez-vous nous dire en bref ce qu'est le centralisme démocratique, car nos auditeurs ont le droit de l'ignorer.

M. Le PORS. - Je les excuse bien volontiers, car c'est un mot barbare et je suis très gêné d'avoir à me prononcer par oui ou par non sur une telle formule. Le problème qui est posé derrière cette formule, je vais y venir tout de suite, c'est de savoir comment organiser un parti politique.

De mon point de vue, il y a trois manières. La première, c'est : on se met tous derrière le chef, on réunit les organismes directeurs, on les nomme par cooptation, ainsi procèdent les partis de droite, l'U.D.F. et le R.P.R. Deuxième manière, on organise les tendances, cela signifie : qu'on découpe le chef unique en plusieurs chefs, on met des cloisons, on bétonne autour des tendances ainsi constituées

et, si on est pas content à l'intérieur d'une tendance, on fait une sous-tendance, ainsi de suite. Pour moi, cette manière de procéder, c'est le cloisonnement, c'est de toute façon l'allégeance à celui qui dirige, c'est la pérennisation des positions, c'est la rigidification, c'est de mon point de vue une solution assez bureaucratique. La troisième solution, c'est ce qu'on appelle le centralisme démocratique.

Je dirai, pour résumer et pour être compris, que c'est la plus grande liberté pour discuter, pour débattre, mais en même temps assez de responsabilité pour qu'ensemble on s'exprime d'une manière unique sur des questions importantes. Donc, c'est un alliage, sur lequel il faut réfléchir, de libertés et de responsabilité. Bien entendu, il ne faut plaquer cela sur toutes les questions. Je ne pense pas que relèvent du centralisme démocratique les grandes questions stratégiques sans lesquelles il n'y aurait pas de parti conséquent, et j'ai parlé tout à l'heure de conception de socialisme à la française. Sur ces grandes idées, sur notre démarche de base, à mon avis, il faut l'unité du parti, sans quoi il n'existe pas. Mais il faut laisser très libre le débat d'idées sur des questions qui ne sont pas de premier rang, qui n'ont pas un caractère stratégique. Tout à l'heure, on a parlé de l'économie mixte : dans mon propre parti, d'autres économistes ne partagent pas mon point de vue, et je pense qu'il n'y a pas lieu de trancher sur une telle question. Il faut aussi tenir compte des sensibilités, des tempéraments. Pourquoi voulez-vous que, s'ils appartiennent à un même parti, le P.C., le pêcheur de Concarneau, l'agriculteur de Lozère ou bien le professeur de Sorbonne parlent de la même façon ? Nous, nous sommes pour la diversité, parce que nous sommes convaincus que la diversité, c'est la richesse.

Dans le débat qu'il y a sur ce sujet au P.C., je dirai que, pour moi, ce principe m'apparaît le meilleur de tous ceux qui existent, mais j'ajouterai : ce n'est pas qu'il soit question d'être pour ou contre. C'est surtout, à l'intérieur, une question de volonté politique car, si la démocratie peut se réglementer, la pratique démocratique, elle, ne le peut pas.

Christine CLERC. - Monsieur le Ministre, nous avons tous remarqué que vous aviez préparé par écrit beaucoup de réponses avant même de connaître nos questions. Avez-vous montré ces réponses rédigées d'avance à Georges Marchais, l'avez-vous consulté avant de venir à ce Club de la Presse ? Estimez-vous que ce discours assez peu spontané ait marqué un changement de ton et un fait nouveau de nature à vous faire mieux entendre des jeunes ce soir, ou bien êtes-vous d'avance résigné à ce que cette prestation vous fasse perdre encore quelques milliers d'électeurs ?

M. Le PORS. - Ce n'est pas gentil, ce que vous dites là. Je suis un

communiste et un ministre travailleur, c'est pourquoi je prépare tout ce que je fais. Chacun sait bien, vous entre autres, que la meilleure des improvisations, c'est celle qui est la mieux préparée. Je suis un communiste libre, je n'ai soumis mes réponses à personne. Quant aux jeunes, je vous laisse juge. Un journaliste a indiqué dans un journal d'aujourd'hui que mon livre Contradictions était un plan de sauvetage du P.C. Je n'ai pas du tout cette prétention, mais je m'inscris, comme je vous en ai fait la démonstration, dans tout ce qui est moderne, dans tout ce qui est nouveau, dans tout ce qui est avenir.

Pierre CHARPY. - Pensez-vous, comme l'a confié votre collègue Rigout à quelques journalistes, que Georges Marchais a été l'homme de l'échec ?

M. Le PORS. - Georges Marchais a beaucoup fait, notamment au cours des trois derniers congrès, pour donner au P.C. un visage tourné vers une solution nationale de notre marche au socialisme. Si vous posez par là le problème d'un homme à propos duquel je veux dire que je considère comme profondément injustes et quelquefois odieuses les attaques qui lui sont portées, la seule réponse que je sois en mesure de vous faire, c'est que le 25e congrès du P.C.F. se tiendra du 6 au 10 février 1985 et que, comme chaque fois, il procédera au renouvellement de ses organismes directeurs, c'est-à-dire le comité central, le bureau politique, le secrétaire général, mais sans qu'on puisse rien prédéterminer.

Pierre CHARPY. - Le seul fait que vous le disiez est porteur de nouvelles.

M. Le PORS. - C'est vrai à chaque congrès. Il n'y a là absolument rien de nouveau, nous agissons de la sorte chaque fois. Georges Marchais est réélu à chaque congrès, au 22e, au 23e, au 24e.

Pierre CHARPY. - Quinze ans, 50 % de pertes électorales...

Guy CLAISSE. - Croyez-vous qu'il puisse y avoir un renouvellement crédible du P.C. sans changement à la tête, à la direction ?

M. Le PORS. - C'est aux communistes de répondre à cette question, et ils le feront lors de leur prochain congrès.

Alain DUHAMEL. - Monsieur Le PORS, vous avez reconnu que le P.C. avait un problème particulier avec les jeunes et vous avez reconnu également, par écrit, que

la façon dont le P.C. était ressenti à propos du problème des libertés était un handicap aujourd'hui. Croyez-vous pouvoir reconquérir une audience, en direction des jeunes en particulier, tant que vous acceptez, dans les occasions les plus solennelles, au congrès par exemple, des formules du genre : les pays de l'Est peuvent présenter un bilan globalement positif ?

M. Le PORS. - Cette formule, par son aspect comptable, ne me paraît pas correspondre à une appréciation juste. Autant je suis convaincu que les pays socialistes, au fil de leur création, ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'espèce humaine de notre monde moderne - en particulier ils ont joué un grand rôle dans l'immense mouvement de décolonisation - autant je pense aujourd'hui qu'il faut bien apprécier toutes ces choses au regard de ce que j'ai appelé tout à l'heure les exigences universelles, c'est-à-dire la justice sociale, l'efficacité économique, la démocratie politique, et de ce point de vue là, bien entendu, ils ne sont pas exempts de fautes, d'erreurs, de retards.

Gérard CARREYROU. - Monsieur Anicet Le PORS, merci. Prochain Club de la Presse, le dernier de la saison, avec François Léotard, secrétaire général du Parti Républicain.